

Comment l'extrémisme religieux chrétien se fédère en Europe pour « restaurer l'ordre naturel »

Auparavant rassemblés sous l'organisation Agenda Europe, née en même temps que La Manif pour tous, les mouvements antichoix se multiplient en Europe. Dans la ligne de mire de cette galaxie chrétienne conservatrice, le droit à l'avortement et les personnes LGBT+.

Rozenn Le Carboulec - 9 juin 2024 à 15h47

Des figurines en forme de fœtus envoyées par courrier, ou prises en photo, au creux d'une main, et diffusées par mail à l'ensemble des député·es européenne·s. L'appel au visionnage d'une vidéo, affichant près de 10 000 vues depuis le 22 mars, dans laquelle trois femmes anonymes témoignent de leurs avortements traumatisants, qui auraient été « *subis* », la société n'ayant « *rien prévu pour les protéger des pressions* ». Ou encore, pas plus tard que le 15 mai, l'invitation à une rencontre entre des parlementaires et « *un collectif de femmes* » ayant avorté.

Telles sont certaines des méthodes du Centre européen pour le droit et la justice (European Centre for Law & Justice, ECLJ), une ONG accréditée aux Nations unies et association de droit local, catholique conservatrice, pour tenter, tour à tour, d'empêcher la constitutionnalisation de l'IVG en France ou le vote d'une résolution pour inscrire l'avortement dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Issu du très influent American Center for Law and Justice (ACLJ), organisation américaine chrétienne et conservatrice, l'ECLJ fait aujourd'hui partie des principaux groupes de pression anti-IVG en Europe, qui se fédèrent depuis une dizaine d'années et gagnent en influence.

En 2013, le directeur de l'ECLJ, Grégor Puppinck, faisait partie du réseau « Agenda Europe » (selon un rapport du Forum parlementaire européen sur la population et le développement, l'EPF) qui s'attache à améliorer la santé et les droits sexuels et reproductifs. Soit d'un groupe « *inspiré par le Vatican* » ayant pour but de « *restaurer l'ordre naturel* ». Autrement dit, de faire reculer l'accès à la contraception, à l'avortement, mais aussi les droits des personnes LGBT+.

À sa création, le manifeste de l'organisation établissait cinq priorités : déployer des stratégies contre l'euthanasie, pour la liberté de religion, pour le mariage et la famille, contre la législation antidiscrimination et contre la gestation pour autrui (GPA). L'auteur, anonyme, y défendait notamment « *la réintroduction de lois réprimant l'homosexualité* » face aux « *effets dangereux de la décriminalisation de la sodomie* », ou encore que « *l'acceptation des relations homosexuelles, lesbiennes et (finalement) pédophiles semble donc une conséquence logique de l'acceptation de la contraception artificielle* ».

Un lobbying antidroits humains qui a porté ses fruits dans certains pays, selon l'EPF, les membres d'Agenda Europe ayant réussi à freiner l'avancée des droits LGBTI en Croatie en 2013 puis en Slovénie en 2015 *via* des pétitions. En septembre 2016, la proposition de loi « Stop à l'avortement » portée par la fondation privée Ordo Iuris, dont le président et le conseiller juridique appartenaient à Agenda Europe, a été présentée en séance plénière au Parlement polonais.

En 2019, cette même organisation était également à l'origine d'une « Charte des droits de la famille », signée par de nombreuses collectivités locales dites « sans LGBT ». À l'échelle européenne, le Slovaque Ján Figel', qui était aussi membre d'Agenda Europe, était nommé en 2016 par la Commission européenne premier « *envoyé spécial pour la promotion de la liberté de religion et de conviction en dehors de l'Union européenne* ».

Le point d'orgue du Congrès mondial des familles

6/25/24 16:04 PM Comment l'extrémisme religieux chrétien se fédère en Europe pour restaurer l'ordre naturel » | Mediapart
présidait La Manif pour tous, devenue Le Syndicat de la famille, après avoir été chargée de communication de la Fondation Jérôme Lejeune, ou encore Émile Duport, également ancien de La Manif pour tous et créateur du mouvement anti-IVG « Les Survivants ».

Interrogée à ce sujet, Ludovine de La Rochère assure qu'elle « ne connaît pas du tout les membres de cet Agenda Europe », et raconte avoir simplement reçu, entre 2016 et 2019, « une dizaine de mails » provenant de cette organisation. Grégor Puppinck n'a quant à lui pas répondu. Car si Agenda Europe n'existerait aujourd'hui plus sous cette forme, selon Neil Datta, directeur exécutif de l'EPF, ce réseau conservateur catholique a continué de tisser sa toile.

« Force est de constater qu'on retrouve dans chaque événement organisé autour de ces questions les mêmes organisations religieuses, les mêmes acteurs. C'était par exemple le cas au sommet sur la démographie à Budapest. Même s'ils n'ont plus une structure uniforme, ces associations ultraconservatrices existent encore », observe Amandine Clavaud, codirectrice des études à l'Observatoire de l'égalité femmes-hommes de la Fondation Jean Jaurès.

Organisé à l'initiative du premier ministre hongrois Viktor Orbán, ce « sommet démographique » sur la famille accueillait, en septembre 2023, la première ministre italienne Giorgia Meloni, les présidents serbe et bulgare, Aleksandar Vučić et Rumen Radev, mais également des présidents d'organisations internationales profamille et conservatrices comme la présidente de Family Watch International, le directeur de l'International Federation for Family Development (IFFD) Ignacio Socías, le directeur exécutif d'Alliance Defending Freedom (ADF) Paul Coleman, ou encore l'ancienne présidente hongroise Katalin Novák, du parti d'extrême droite Fidesz.

« Certaines de ces organisations sont accréditées aux Nations unies. Elles bénéficient du statut Ecosoc, alors que des associations féministes ont parfois du mal à l'obtenir. »

Amandine Clavaud

émergée de l'iceberg », qui liste cette fois les financements antigénre. Paul Coleman comme Sharon Slater, de Family Watch, faisaient en outre partie des membres actifs d'Agenda Europe, listés par l'EPF.

Chaque année ou presque, on retrouve peu ou prou ces mêmes protagonistes au Congrès mondial des familles. En 2019, son édition italienne, à Vérone, était sponsorisée par Generazione Famiglia, « La Manif pour tous » italienne, ou encore CitizenGO, « *un des groupes de lobby chrétien les plus importants aujourd'hui à l'ONU* », selon Jeanne Hefez, chargée de plaider pour l'ONG Ipas, qui œuvre pour faire progresser l'accès à l'avortement et à la contraception dans le monde.

Une nouvelle « Manif pour tous » à l'ONU et en Europe

À propos du poids politique de ces groupes, Amandine Clavaud alerte : « Certaines de ces organisations sont accréditées aux Nations unies. Elles bénéficient du statut Ecosoc, alors que des associations de la société civile féministes ont parfois du mal à l'obtenir. » Parmi les organisations disposant d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social de l'ONU figuraient en 2022, outre l'ECLJ de Grégor Puppinck, la Fondation Jérôme Lejeune, SOS Éducation, Alliance VITA, l'association conservatrice Juristes pour l'enfance, composée d'anciennes de LMPT et... La Manif pour tous elle-même.

Interrogée à ce sujet, sa présidente, Ludovine de La Rochère, affirme que son mouvement « *intervient à l'ONU depuis 2015* », et ce « *sur la question de l'exploitation reproductive, notamment à travers des prises de parole* ».

À un niveau transnational, sont aussi accrédités l'Alliance Defending Freedom (ADF), qui a récemment soutenu la procédure judiciaire d'élus d'extrême droite, dont Éric Zemmour, à la suite de l'annulation d'une conférence à Bruxelles, mais aussi le groupe de pression espagnol anti-IVG, antimariage pour toutes et tous et anti-euthanasie HazteOir, qui a fondé CitizenGO, et qui figure également

À l'échelle européenne, certaines de ces organisations se retrouvent dans l'« initiative citoyenne européenne » (ICE) One of us « *pour la défense de la vie et de la dignité humaine* ». En premier lieu la [Fondation Jérôme Lejeune et l'ECLJ](#), mais aussi l'Alliance VITA, les Associations familiales catholiques (AFC), HazteOir et CitizenGO. Rejetée par l'Union européenne, One of us s'est depuis transformée en fédération.

Qu'à cela ne tienne : une autre initiative citoyenne européenne a été enregistrée en 2015 auprès de la Commission européenne « *pour protéger le mariage et la famille* ». Nommée « Mum, dad and kids » et rappelant le slogan principal de LMPT, celle-ci est portée par une dizaine de personnes, parmi lesquelles encore Ludovine de La Rochère et Grégor Puppinck.

One of us comme la Fondation Lejeune faisaient en 2018 partie des sponsors officiels du séminaire international d'une autre organisation mondiale née en Amérique du Sud : le Réseau politique des valeurs (*Political Network for Values*, PNfV), dont Katalin Novák a été présidente, et auquel l'Ipas a consacré un rapport en 2023. Les autres éditions étaient soutenues notamment par le groupe PPE au Parlement européen (Parti populaire européen – démocrates-chrétiens).

l'intérieur et membre du PPE Jaime Mayor Oreja – aussi président de One of us. En 2022, ce dernier participait au séminaire du PNfV à Budapest. Avec, entre autres... Grégor Puppinck.

Contacté par Mediapart pour parler des mouvements antigendre, ce dernier a simplement répondu : « *Nous ne sommes pas concernés par le sujet.* » Avant de renvoyer vers un article de Valeurs actuelles dénonçant la présence d'un « *lobby de l'avortement au Parlement européen* ».

Rozenn Le Carboulec

Boîte noire

Cet article est le dernier volet d'une série sur **l'offensive antigendre en Europe**.

En France, comme dans le monde, les mouvements antigendres se multiplient. « *Bien organisés, bien financés, et de plus en plus efficaces* », selon la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe sur les droits humains et l'identité de genre, ils gagnent en influence politique à mesure que progresse l'extrême droite. Leurs cibles : les droits des femmes, des personnes LGBTQI+, des migrant-es, et plus largement toute revendication non hétéropatriarcale, blanche et chrétienne. Enquête sur un réseau transnational qui menace nos démocraties.
